ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 7 novembre 1996, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant certaines dispositions relatives aux formations de base à la gendarmerie", a donné le 18 décembre 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 7 november 1996 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de basisopleidingen bij de rijkswacht", heeft op 18 december 1996 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

L’intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal modifiant les arrêtés royaux des 7 février 1957 relatif aux répétitions faites en seconde langue dans les Ecoles des Forces armées et de la Gendarmerie et 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie".

Préambule.

Alinéa 1er (nouveau).

L’article 1er du projet trouve son fondement légal dans les articles 12 et 15, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 1938 concernant l’usage des langues à l’armée.

Le préambule doit, en conséquence, être complété par un alinéa 1er nouveau rédigé comme suit :

"Vu la loi du 30 juillet 1938 concernant l’usage des langues à l’armée, notamment les articles 12 et 15, alinéa 2;".

Alinéa 1er (devenant l’alinéa 2).

1. Les modifications que les articles 20 et 21 de l’arrêté en projet tendent à apporter aux dispositions de l’arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la

gendarmerie relatives aux candidats officiers trouvent leur fondement légal, tant dans l'article 9, que dans l'article 7, 3°, de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie.

La rédaction de l'alinéa considéré doit être complétée en conséquence de manière à comporter la mention de cette dernière disposition légale.

2. Les articles 15, 51, 52 et 54 de la loi du 27 décembre 1973 précitée ne constituent le fondement d'aucune des dispositions de l'arrêté en projet.

La référence à ces articles doit, en conséquence, être omise.

3. Les dispositions qui constituent le fondement légal de l'arrêté en projet doivent, en outre, conformément à l'usage, être visées avec le plus de précision possible.

Compte tenu de ces observations et de l'accord de l'officier délégué, l'alinéa doit être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, notamment l'article 5 modifié par les lois des 18 juillet 1991 et 9 décembre 1994, et les articles 7, 3°, 9, 10, 1°, 12, § 3 et 16, alinéa 2;".

Si, comme la suggestion en est faite à l'occasion de la première observation formulée sous l'article 3 du projet, les articles 23 et 28 de la loi du 9 décembre 1994 portant modification de certaines dispositions relatives à la gendarmerie et au statut de son personnel venaient à être mis en vigueur à la même date que l'arrêté en projet, les modifications que cet arrêté tend à apporter aux dispositions de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie qui ont trait à la formation des sous-officiers d'élite trouveraient leur fondement légal non plus dans l'article 12, § 3, de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie mais bien dans l'article 18, § 3, de cette même loi.

Dans cette hypothèse, la rédaction proposée pour l'alinéa 1er (devenant l'alinéa 2) du préambule devrait être complétée en conséquence de manière à comporter également la mention de cette dernière disposition légale.

Alinéa 3 (nouveau).

Il convient, conformément à l'usage, de viser au préambule l'ensemble des textes que l'arrêté en projet tend à modifier.

On insérera, par conséquent, un nouvel alinéa 3 rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 7 février 1957 relatif aux répétitions faites en seconde langue dans les Ecoles des Forces armées et de la Gendarmerie, notamment l'article 7, remplacé par l'arrêté royal du 19 mai 1995;".

Alinéa 2 (devenant l'alinéa 4).

Cet alinéa sera rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux des 15 octobre 1979, 21 septembre 1988, 4 mai 1993, 12 octobre 1993, 2 décembre 1994, 14 décembre 1994, 19 mai 1995 et 25 février 1996;".

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 6).

Il y a lieu de compléter la référence au protocole de négociation syndicale par la mention de sa date et de son numéro d'ordre.

Dispositif.

Article 1er.

Dans la phrase liminaire de l'article en projet, il convient de remplacer le terme "modifié" par le terme "remplacé".

Article 2.

1. La modification envisagée de l'article 1er, 5°, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie tend à octroyer aux candidats qui revêtent la qualité de membres du personnel de carrière de la gendarmerie ou qui sont ou ont été membres d'un autre service de police générale le droit d'accéder aux cycles de formation, selon le cas, d'officier, de sous-officier d'élite et de maréchal des logis, aussi longtemps qu'ils n'ont pas atteint l'âge de 45 ans accomplis.

L'on n'aperçoit pas les raisons objectives et impérieuses qui justifient d'exclure du bénéfice de cette faculté les candidats qui, au moment de leur demande d'admission à un cycle de formation déterminé, ne sont plus membres du personnel de carrière de la gendarmerie mais ont eu cette qualité antérieurement, alors que le projet n'exclut pas, de la même façon, ceux qui ont appartenu à un autre service de police générale.

La différence de traitement ainsi créée n'apparaît pas admissible au regard du principe d'égalité consacré par les articles 10 et 11 de la Constitution.

2. Des explications fournies par l'officier délégué, il ressort que seuls pourront prétendre accéder à l'un ou l'autre cycle de formation jusqu'à l'âge de 45 ans, les candidats qui, au moment de leur demande d'admission, seront en mesure de démontrer, soit qu'ils détiennent la qualité de membre du personnel de carrière de la gendarmerie ou de membre du personnel d'un autre service de police générale depuis une période de temps bien déterminée, soit qu'ils ont détenu, dans le passé, cette même qualité durant un certain nombre d'années.

Telle qu'elle est rédigée, la disposition en projet ne fait pas apparaître cette précision.

La rédaction de la disposition en projet sera revue à la lumière des deux observations qui précèdent.

3. La phrase liminaire de l'article 2 du projet sera rédigée comme suit :

"Art. 2. L'article 1er, 5°, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 ..., remplacé par ...".

Article 3.

1. L'article 7, alinéa 2 nouveau en projet de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie tend à réserver l'accès au cycle de formation de sous-officier d'élite aux seuls sous-officiers membres du personnel de carrière.

En tant qu'elle a cet objet, la disposition en projet contredit les termes mêmes de l'article 3, 1er tiret, de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, lequel reconnaît implicitement, mais certainement, le droit d'accès à la formation de sous-officier d'élite à des candidats qui ne sont pas déjà revêtus de la qualité de membres du personnel de carrière de la gendarmerie (1).

La disposition en projet ne peut, en conséquence, être maintenue dans le corps du dispositif de l'arrêté en projet que pour autant que le texte de ce même arrêté soit complété par une disposition ayant spécialement pour objet de mettre en vigueur l'article 18 de la loi du 9 décembre

---

(1) L'article 3 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie dispose :
"La qualité de membre du personnel de carrière de la gendarmerie s'acquiert :
- soit par la nomination aux grades de maréchal des logis ou de maréchal des logis chef;
- soit par la nomination au grade de sous-lieutenant.".

1994 portant modification de certaines dispositions relatives à la gendarmerie et au statut de son personnel (1).

On veillera, à cette occasion, à faire également entrer en vigueur à la même date les articles 17, 2° et 3°, 20, 2°, 22, 1°, 23 et 28 (2) de cette même loi, qui présentent avec l'article 18 précité ainsi qu'avec la réforme opérée par l'arrêté en projet un lien étroit.

2. Dans la phrase liminaire de l'article 3 du projet, il convient de remplacer le terme "modifié" par le terme "remplacé".

Sous réserve des observations précédentes, le texte néerlandais de l'alinéa, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

1. Telle qu'elle est présentée et formulée, la modification en projet de l'article 8, alinéa 4, de l'arrêté

---

(1) Cet article stipule qu'à l'article 3, 1er tiret, de la loi du 27 décembre 1973 précitée, les mots "de maréchal des logis chef" sont supprimés.

(2) Tout au moins en ce que cette disposition complète l'article 18 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie par un paragraphe 3.

royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie semble impliquer que la vérification de la connaissance effective de la langue visée aux articles 8 et 21 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée interviendra, tant à l'occasion de l'examen de connaissance et d'intelligence des candidats qu'à l'occasion de l'examen de l'aptitude physique de ces derniers.

Interrogé à ce sujet, l'officier délégué a indiqué qu'en réalité, le contrôle des connaissances linguistiques requises des candidats sera opéré par le seul biais de l'examen de connaissance et d'intelligence.

La rédaction et la présentation de la modification en projet doivent être adaptées en conséquence, de manière à refléter sans équivoque l'intention ainsi précisée.

2. L'article 8, alinéa 4, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 précité, tel qu'il est projeté de le compléter, enlève, s'agissant des candidats au cycle de formation de sous-officier d'élite, toute utilité à l'article 12, § 1er, 1°, du même arrêté.

Le texte de ce dernier article doit, comme en a convenu l'officier délégué, être adapté en conséquence, de manière à en faire disparaître toute référence à cette condition particulière d'admission au cycle de formation de sous-officier d'élite que constitue la réussite par le

candidat de l'examen prévu par l'article 8 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

Le dispositif de l'arrêté en projet sera complété à cet effet par un nouvel article 5 ayant cet objet précis.

3. Dans la phrase liminaire de l'article 4 du projet, il convient de remplacer le terme "modifié" par le terme "remplacé".

Article 5 (devenant l'article 6).

1. La modification que le 1° de l'article examiné tend à apporter à l'article 13, § 1er, alinéa 3, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie ressortirait davantage et plus clairement si elle était formulée comme suit :

"1° le paragraphe 1er, alinéa 3 est remplacé par les alinéas suivants :

"Ces nombres, exception faite de ceux relatifs aux sous-officiers d'élite, sont mentionnés dans un avis publié au Moniteur belge, lequel précise la date limite des inscriptions.

Le nombre de candidats qui peuvent être admis à la formation de sous-officier d'élite est porté à la

connaissance du personnel par le commandant de la gendarmerie"".

2. Les mots "visés aux 1° à 5°" figurant dans le nouvel alinéa 4 que le 2° de l'article examiné tend à insérer dans l'article 13, § 2, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 précité doivent, de l'accord de l'officier délégué, être remplacés par les mots "visés à l'alinéa 3, 1° à 6°".

3. La phrase liminaire de l'article 5 du projet (devenant l'article 6) sera rédigée comme suit :

"Art. 6. A l'article 13 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 4 mai 1993 et modifié par l'arrêté royal du 14 décembre 1994, sont apportées les modifications suivantes :".

Article 6 (devenant l'article 7).

Cet article a, tout comme l'article 18 du projet, pour objet de modifier l'article 20 de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie. Les modifications que l'un et l'autre de ces deux articles tendent à apporter à la disposition en question doivent, pour plus de clarté et de cohérence, être réunies en un article unique qui prendra la forme d'un article 7 nouveau rédigé comme suit :

"Art. 7. Dans l'article 20 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 4 mai 1993, les mots "ou de sous-officier d'élite" sont supprimés et les mots "sous-officier subalterne" remplacés par les mots "maréchal des logis".

Article 7 (devenant l'article 8).

1. Le paragraphe 2 de l'article 21 de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, tel qu'il est modifié par le 1° et le 2° de l'article examiné et par l'article 18 du projet, fait double emploi avec la seconde phrase de l'article 21bis du même arrêté. Il doit, en conséquence, être abrogé.

2. Le paragraphe 3 de l'article 21 de l'arrêté royal du 9 avril 1979 précité est modifié, non seulement par le 2° de l'article examiné, mais également par l'article 16 du projet. Il convient, dans un souci de clarté et de cohérence, que soient réunies dans un seul article les modifications qu'il est projeté d'apporter à ce paragraphe.

L'article examiné doit, eu égard à la double observation qui précède, être rédigé comme suit :

"Art. 8. Dans l'article 21 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 4 mai 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 2 est abrogé;

2° le paragraphe 3 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. Le candidat officier qui a perdu cette qualité et sollicite son admission à un cycle de formation de sous-officier d'élite ou de maréchal des logis est dispensé de l'examen de sélection prévu à l'article 8 et des conditions particulières fixées à l'article 12, § 1er"".

Article 8 (devenant l'article 9).

Dans la phrase liminaire de l'article en projet, il y a lieu de remplacer le mot "modifié" par le mot "remplacé".

Article 9 (devenant l'article 10).

1. Le 4° de l'article examiné doit être rédigé comme suit :

"4° au § 3, les mots "Pour chaque année ou trimestre de formation, selon le cas" sont remplacés par les mots "Pour chaque année de formation"".

2. Dans la phrase liminaire de l'article en projet, le mot "modifié" doit être remplacé par le mot "remplacé".

Articles 10 et 11
(devenant les articles 11 et 12).

Dans la phrase liminaire de ces deux articles, le mot "modifié" doit être remplacé par le mot "remplacé".

Le texte néerlandais de l'article 32, alinéa 1er, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12 (devenant l'article 13).

Dans la phrase liminaire de l'article examiné, le mot "modifiés" doit être remplacé par le mot "remplacés".

Article 33 en projet.

La disposition en projet traduirait mieux, comme en a convenu l'officier délégué, l'intention de l'auteur du projet si elle était rédigée comme suit :

"Art. 33. § 1er. Le cycle de formation de maréchal des logis est une formation de niveau supérieur d'un an au moins comprenant :

1° des sous-cycles de formation au nombre desquels figurent obligatoirement un sous-cycle relatif à la maîtrise de la

violence et un sous-cycle relatif à l’entraînement physique et mental;

2° des stages dans des unités à désigner par le commandant de la gendarmerie.

Les candidats suivent le cycle de formation dans la langue dans laquelle ils ont présenté les épreuves de recrutement.

§ 2. Le cycle de formation comprend les différentes activités de formation suivantes :

1° l’exercice de la police administratives;

2° l’exercice de la police judiciaire;

3° le service et les missions de la gendarmerie;

4° l’entraînement physique et mental;

5° la maîtrise de la violence;

6° une formation générale de niveau supérieur.

Des cours en vue de l'obtention du permis de conduire de la catégorie au moins B sont, en outre, dispensés.

§ 3. Les sous-cycles de formation qui composent le cycle de formation se succèdent chronologiquement, à l'exception du sous-cycle de formation relatif à la maîtrise de la violence et du sous-cycle de formation relatif à l'entraînement physique et mental qui s'étendent sur toute la durée du cycle de formation".

Article 34 en projet.

1. Les mots "Sans préjudice de l'appréciation des qualités morales indispensables visée à l'article 50" figurant au début de l'alinéa 1er du paragraphe 1er de la disposition en projet doivent être remplacés par les mots "Outre l'appréciation des qualités morales indispensables dont ils font l'objet en vertu de l'article 50, § 1er, 3°".

Par ailleurs, le texte néerlandais de cette disposition devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Des explications fournies par l'officier délégué, il ressort, par ailleurs, que la personnalité et les capacités professionnelles des candidats font l'objet d'une évaluation conjointe et donnent lieu à l'établissement d'une seule et même note. L'alinéa 2 du même paragraphe reflète-

rait en conséquence plus justement l'intention de l'auteur du projet s'il était rédigé comme suit :

"Les notes des qualités personnelles résultent des notes qui sont respectivement attribuées à la personnalité ainsi qu'aux capacités professionnelles, aux prestations et au potentiel de progrès".

A l'alinéa 3 du même paragraphe, il y a lieu de remplacer le mot "sur" par le mot "de".

Le texte néerlandais de l'alinéa 4 du même paragraphe devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. La disposition figurant sous le 2° de l'alinéa 1er du paragraphe 2 de la disposition en projet précise que le pouvoir de déterminer les différents sous-cycles de formation qui composent le cycle de formation appartient au Ministre de l'Intérieur. Compte tenu de l'objet qui est le sien, cette précision trouverait mieux sa place dans le paragraphe 1er de l'article 35 en projet. Des explications fournies par l'officier délégué, il ressort, par ailleurs, que les candidats au cycle de formation de maréchal des logis seront soumis, au cours de leur formation, à plus d'un examen destiné à évaluer le degré de leurs connaissances.

Compte tenu de ces observations, le texte suivant est proposé :

"2° les examens relatifs aux études;".

Par ailleurs, la référence à l'article 33, § 2, 6°, figurant à la fin de l'alinéa 2 du même paragraphe doit être adaptée à la lumière de la proposition de texte formulée pour la rédaction de l'article 33 en projet. Les mots "à l'article 33, § 2, 6°" seront, à cet effet, remplacés par les mots "à l'article 33, § 2, alinéa 2". La rédaction de l'alinéa considéré sera, en outre, complétée de manière à faire apparaître l'identité et la qualité des personnes chargées de procéder aux examens visés par ce même alinéa ainsi que le nombre de points requis pour la réussite des examens dont il s'agit.

En outre, les mots "Ces examens" figurant au début de l'alinéa 3 du même paragraphe, eu égard aux explications fournies par l'officier délégué, doivent être remplacés par les mots "Les examens visés à l'alinéa 1er, 2°, 3° et 4°". Plus généralement, la rédaction de l'alinéa en projet doit être revue de manière à préciser le nombre exact des personnes chargées de procéder aux examens considérés et la qualité qu'elles doivent, chacune, revêtir.

D'autre part, les mots "visés au 2°" figurant au début de l'alinéa 4 du même paragraphe doivent être remplacés par les mots "visés à l'alinéa 1er, 2°".

La rédaction de la disposition en projet doit, enfin, être complétée de manière à désigner avec précision l'identité et la qualité des personnes chargées d'attribuer la note relative aux qualités personnelles.

3. S’il prend la peine de préciser explicitement que l’examen final relatif aux études est présenté devant un jury, l’alinéa 2 du paragraphe 3 de la disposition en projet omet, par contre, d’indiquer quelles sont les personnes chargées de procéder aux examens finaux relatifs à la maîtrise de la violence et à l’entraînement physique et mental ainsi que d’attribuer la note finale relative aux qualités personnelles. La rédaction de cet alinéa doit être complétée de manière à remédier à cette double lacune.

4. Le mot "résulte" figurant à l’alinéa 3 du paragraphe 4 de la disposition en projet doit être remplacé par le mot "résultent".

Mieux vaudrait, par ailleurs, pour éviter toute équivoque, remplacer les mots "Ces notes globales" figurant au début de l’alinéa 4 de ce même paragraphe par les mots "Les notes globales visées aux alinéas 2 et 3". Par ailleurs, le texte néerlandais des alinéas 1 et 2 devrait être rédigé en tenant compte de l’observation faite à ce sujet dans la version néerlandaise du présent avis.

5. Aux termes du paragraphe 5 de la disposition en projet, la décision de réussite ou d’échec des candidats est prise par le commandant de la gendarmerie" sur la base des notes obtenues par ceux-ci et, le cas échéant, du rapport du jury". On n’aperçoit pas les raisons pour lesquelles le commandant de la gendarmerie ou son délégué disposerait d’un pouvoir exclusif pour "statuer" sur cette réussite ou cet

échec. Le paragraphe en projet doit, sur ce point, être fondamentalement revu.

Si, à cette occasion, l'auteur du projet estimait qu'une appréciation globale doit être portée par le commandant de la gendarmerie ou par son délégué, le texte devrait prévoir un système collégial de décision associant le commandant de la gendarmerie ou son délégué aux examinateurs et aux membres du jury.

Par ailleurs, les mots "Aux moments fixés par le Ministre de l'Intérieur" figurant au début du paragraphe examiné font double emploi avec l'article 35, § 1er, 1°, en projet et doivent, en conséquence, être omis.

Article 35 en projet.

1. Si l'on peut admettre que des délégations soient consenties au ministre et au commandant de la gendarmerie, encore faut-il que ces délégations soient précises et limitées.

On ne peut, ainsi, admettre que soit délégué au ministre le pouvoir de déterminer "les coefficients d'importance des composantes d'évaluation des qualités personnelles", "les coefficients d'importance des notes globales", ainsi que le contenu des sous-cycles de formation.

Il ne peut davantage être prévu que le commandant de la gendarmerie fixe l'importance relative des sous-cycles de formation et des examens.

De telles dispositions doivent figurer dans l'arrêté royal en projet lui-même.

Le texte des paragraphes 1er et 2 de l'article en projet sera revu en conséquence.

2. Le mot "épreuves" figurant à la fin de l'alinéa 1er du paragraphe 3 de la disposition en projet, doit être remplacé par le mot "examens".

Dans l'alinéa 4 du même paragraphe, on remplacera les tirets par 1°, 2°, 3° et 4°.

En outre, le texte néerlandais du même alinéa devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 36 en projet.

La détermination des règles applicables en cas d'échec et, plus particulièrement, celle des cas dans lesquels le commandant de la gendarmerie peut autoriser un candidat déterminé à poursuivre sa formation, relève, s'agissant d'éléments essentiels et déterminants quant à l'admission définitive du candidat comme membre du personnel

de carrière de la gendarmerie, du domaine des prérogatives du Roi et ne peut être déléguée au Ministre de l'Intérieur.

Conformément à la règle établie par les articles 28quater, § 4 et 32, alinéa 3, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie pour les candidats officier et sous-officier d'élite, le Ministre de l'Intérieur ne peut se voir confier, à l'égard d'un candidat maréchal des logis en situation d'échec, d'autre pouvoir que celui de déterminer les règles de procédure qui régissent la délivrance aux intéressés des autorisations de poursuivre leur formation.

La rédaction de l'article en projet doit, en conséquence, être revue de manière à comporter l'ensemble des règles applicables en cas d'échec des candidats au grade de maréchal des logis, lesquelles ne pourront concéder au Ministre de l'Intérieur d'autres habilitations que celle de fixer la procédure à suivre par les intéressés en vue d'obtenir l'autorisation de poursuivre leur formation.

Articles 13 et 14
(devenant les articles 14 et 15).

Dans la phrase liminaire de ces articles, il convient de remplacer le terme "modifié" par le terme "remplacé".

Article 15 (devenant l'article 16).

1. Si l'article 10, 1°, de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie habilite explicitement le Roi à fixer les conditions d'âge auxquelles les candidats doivent satisfaire pour être nommés respectivement au grade de maréchal des logis et au grade de maréchal des logis chef, l'article 7, 1°, de cette même loi ne comporte, par contre, aucune habilitation semblable en ce qui concerne la nomination des candidats au grade de sous-lieutenant.

En l'absence de toute autre disposition légale qui lui conférerait un tel pouvoir, le Roi ne peut, en conséquence, procéder à la modification du paragraphe 1er de l'article 47 de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie.

2. Tout candidat au cycle de formation de maréchal des logis pourrait, en vertu de l'article 1er, 5°, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, tel qu'il est modifié par l'article 2 de l'arrêté en projet, être admis à ce cycle de formation jusqu'à l'âge de 35 ans accomplis.

Le paragraphe 1er nouveau en projet de l'article 33 du même arrêté, tel qu'il est modifié par l'article 12 de l'arrêté en projet, précise pour sa part que le cycle de

formation de maréchal des logis s'étendrait sur une période d'au moins une année.

La combinaison de ces deux dispositions réglementaires avec le nouveau paragraphe 2 en projet de l'article 47 de l'arrêté royal du 9 avril 1979 précité a pour conséquence qu'un candidat au cycle de formation de maréchal des logis qui a entamé sa formation le lendemain de ses 34 ans ne pourra, en aucun cas, être nommé au grade de maréchal des logis puisqu'aussi bien, au terme normal (1) du cycle de formation qu'il aura suivi, il aura nécessairement dépassé la date limite de nomination à ce grade.

Il y a, là, une incohérence qu'il importe de faire disparaître. La rédaction de la disposition en projet doit être revue de manière telle que sa mise en oeuvre ne souffre, dans l'hypothèse considérée, aucune incompatibilité avec la mise en oeuvre des articles 1er, 5°, et 33, § 1er, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 précité, tels qu'ils sont modifiés par les articles 2 et 12 de l'arrêté en projet.

Par ailleurs, la référence aux articles 1er, 5° et 21 de l'arrêté royal du 9 avril 1979 précité contenue à la fin du paragraphe 2 de l'article 47 en projet doit, comme en a convenu l'officier délégué, être limitée aux articles 1er, 5°, deuxième phrase et 21, § 1er, du même arrêté.

---

(1) C'est-à-dire sans même que soient prises ici en compte l'éventualité d'un échec et d'une prolongation de la formation que l'intéressé serait autorisé à poursuivre.

Enfin, l'attention est attirée sur le fait que si, comme la suggestion en est faite à l'occasion de l'examen de l'article 3 du projet, le dispositif de l'arrêté en projet était complété par une disposition destinée à mettre en vigueur l'article 22, 1°, de la loi du 9 décembre 1994 portant modification de certaines dispositions relatives à la gendarmerie et au statut de son personnel (1), le Roi perdrait, par le fait même, le pouvoir que lui reconnaît explicitement l'article 10, 1°, de la loi du 27 décembre 1973 précitée (2) de fixer les conditions d'âge auxquelles les candidats à la nomination au grade de maréchal des logis chef doivent satisfaire. La modification que l'auteur du projet entend apporter au paragraphe 2 actuel de l'article 47 de l'arrêté royal du 9 avril 1979 précité en deviendrait, du même coup, dépourvue de tout fondement légal en tant qu'elle concerne la nomination au grade de maréchal des logis chef. On veillera, dès lors, tout spécialement à faire entrer en vigueur l'article 22, 1°, de la loi du 9 décembre 1994 précité à une date postérieure à celle fixée pour l'entrée en vigueur de l'article examiné.

---

(1) Aux termes de cette disposition, les mots "et de maréchal de logis chef" figurant dans la phrase introductive de l'article 10 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie sont supprimés.

(2) Cette disposition stipule que "Pour être nommé au grade de maréchal des logis et de maréchal des logis chef, il faut : 1° satisfaire aux conditions d'âge que le Roi fixe (...)".

Article 16.

1. La référence à l'article 21, § 3, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie doit être omise. Il est renvoyé, à cet égard, à la seconde observation formulée à propos de cette disposition sous l'article 7 du projet.

2. L'article 7 de l'arrêté royal du 9 avril 1979 précité auquel il est fait référence est modifié non seulement par la disposition en projet mais également par l'article 3 du projet. Il convient, dans un souci de clarté et de cohérence, que l'ensemble des modifications qu'il est projeté d'apporter à l'article 7 de l'arrêté royal du 9 avril 1979 précité soient réunies dans un seul et même article modificatif que sera idéalement l'article 3 du projet.

L'article 16 du projet doit, eu égard à la double observation qui précède, être omis.

Article 17.

Il y a lieu, par souci de clarté et de cohérence, de réunir la modification que la disposition en projet entend apporter aux alinéas 2 et 5 de l'article 8 de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la

gendarmerie à celle que l'article 4 du projet apporte à l'alinéa 4 de l'article 8 du même arrêté.

L'article 17 du projet sera, en conséquence, omis.

Article 18 (devenant l'article 17).

La référence à l'article 21, § 2, première phrase de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie doit être omise. Il est renvoyé, à cet égard, à la première observation faite à propos de cette disposition sous l'article 7 du projet.

La référence à l'article 21, § 3, alinéa 1er, du même arrêté est erronée et doit, comme en a convenu l'officier délégué, être omise.

La référence aux articles 37 et 39 du même arrêté serait, quant à elle, plus justement remplacée par la référence aux articles 37, § 1er, et 39, §§ 1er, 2 et 3, de ce même arrêté.

Article 19 (devenant l'article 18).

Dans la phrase liminaire de l'article en projet, on remplacera le terme "modifié" par le terme "inséré".

Article 20 (devenant l'article 19).

La référence aux articles 27, dernier alinéa, et 30, § 1er, dernier alinéa, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie serait plus adéquatement remplacée par la référence aux articles 27, alinéa 5, et 30, § 1er, alinéa 4 de ce même arrêté.

L'article 28bis, § 3 du même arrêté a été abrogé par un arrêté royal du 25 février 1996. La référence qui lui est faite est, dès lors, sans objet et doit être omise.

Article 21 (devenant l'article 20).

La phrase liminaire de cet article sera rédigée comme suit :

"Art. 21. Dans les articles 27, alinéas 1er et 2, remplacés par l'arrêté royal du 19 mai 1995, 28bis, § 1er, remplacé par l'arrêté royal du 19 mai 1995, 28ter, § 1er, alinéas 1er et 2, 3°, remplacé par l'arrêté royal du 19 mai 1995, 30, § 1er, alinéas 1er et 2, et 31, § 1er, 4° et 5°, modifiés par l'arrêté royal du 12 octobre 1993, du même arrêté, les mots ...".

Chapitre III.

L'intitulé de ce chapitre doit s'écrire :

"Chapitre III. Dispositions transitoires et finales".

Article 22
(devenant les articles 21 et 22).

1. L'alinéa 1er et les alinéas 2 à 6 de la disposition en projet ont deux objets bien distincts. Alors que le premier n'a d'autre objet que de déterminer la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, les cinq autres tendent à fixer le régime juridique applicable respectivement aux candidats qui ont entamé le cycle de formation d'officier, de sous-officier d'élite et de sous-officier à une date antérieure à l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

L'alinéa 1er doit, en conséquence, compte tenu de l'objet propre qui est le sien, être extrait de la disposition examinée et recevoir la forme d'un article autonome appelé à devenir l'article 22 du projet, les cinq autres alinéas formant, pour leur part, un nouvel article 21 du projet.

La rédaction de l'alinéa 4, appelé à devenir l'alinéa 3 de l'article 21 du projet, sera adaptée en conséquence. Les mots "Sous réserve des alinéas 5 et 6" seront, à cet effet, remplacés par les mots "Sous réserve des alinéas 4 et 5".

2. Les mots "entrent en vigueur" figurant à l'alinéa 1er de la disposition en projet (appelé à devenir l'article 22 du projet) doivent être remplacés par les mots "produisent leurs effets".

Les mots "entre le 20 septembre et le 31 décembre 1996" figurant à l'alinéa 5, appelé à devenir l'alinéa 4 de l'article 21 du projet, doivent, comme en a convenu l'officier délégué, être remplacés par la référence précise de la date à laquelle les élèves concernés ont été admis au cycle de formation de sous-officier en application de l'article 21quater, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie.

Les mots "visé à l'article 37" figurant à l'alinéa 6 doivent, quant à eux, être remplacés par les mots "visé à l'article 37 de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie".

3. On complétera, le cas échéant, le dispositif de l'arrêté en projet par un article supplémentaire ayant pour objet spécifique de mettre en vigueur les articles 17, 2° et 3°, 20, 2°, 22, 1°, 23 et 28 de la loi du 9 décembre 1994 portant modification de certaines dispositions relatives à la gendarmerie et au statut de son personnel.

Il est renvoyé, à cet égard, à la première observation faite sous l'article 3 du projet, ainsi qu'au dernier point de la seconde observation formulée sous l'article 15 du projet.

Sous réserve des observations précédentes, le texte néerlandais de l'alinéa 6 devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Opschrift.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Koninklijk besluit tot wijziging van de koninklijke besluiten van 7 februari 1957 betreffende de herhalingen gehouden in de tweede taal in de scholen van de krijgsmacht en de rijkswacht en van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht".

Aanhef.

Eerste lid (nieuw).

Artikel 1 van het ontwerp heeft als rechtsgrond de artikelen 12 en 15, tweede lid, van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

De aanhef dient bijgevolg te worden aangevuld met een nieuw eerste lid, luidende :

"Gelet op de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, inzonderheid op de artikelen 12 en 15, tweede lid;".

Eerste lid (dat het tweede lid wordt).

1. De wijzigingen die men door de artikelen 20 en 21 van het ontworpen besluit inzake de kandidaat-officieren wil aanbrengen in de bepalingen van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht hebben als rechtsgrond zowel artikel 9 als artikel 7, 3°, van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht.

Het lid in kwestie behoort zo te worden aangevuld dat ook wordt verwezen naar laatstgenoemde wetsbepaling.

2. De artikelen 15, 51, 52 en 54 van de voormelde wet van 27 december 1973 vormen de rechtsgrond van geen enkele bepaling van het ontworpen besluit.

De verwijzing naar die artikelen behoort bijgevolg te vervallen.

3. Naar de bepalingen die de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormen, dient voorts, zoals gebruikelijk is, zo nauwkeurig mogelijk te worden verwezen.

Gelet op die opmerkingen en met instemming van de gemachtigde officier dient het lid als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, inzonderheid op artikel 5, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1991 en 9 december 1994, en op de artikelen 7, 3°, 9, 10, 1°, 12, § 3, en 16, tweede lid;".

Mochten de artikelen 23 en 28 van de wet van 9 december 1994 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de rijkswacht en het statuut van haar personeel, op dezelfde datum als het ontworpen besluit in werking worden gesteld, zoals gesuggereerd wordt in de eerste opmerking bij artikel 3 van het ontwerp, dan zouden de wijzigingen die men door dit besluit wil aanbrengen in de bepalingen van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht die betrekking hebben op de vorming van de keuronderofficieren, niet langer artikel 12, § 3, van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht als rechtsgrond hebben, maar wel artikel 18, § 3, van die wet.

In dat geval zou de voorgestelde tekst voor het eerste lid van de aanhef (dat het tweede lid wordt) dienovereenkomstig moeten worden aangevuld, opdat ook de laatstgenoemde wetsbepaling daarin wordt vermeld.

Derde lid (nieuw).

Overeenkomstig het gebruik behoort in de aanhef te worden verwezen naar alle teksten tot wijziging waarvan het ontworpen besluit strekt.

Bijgevolg dient een als volgt gesteld nieuw derde lid te worden ingevoegd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 7 februari 1957 betreffende de herhalingen gehouden in de tweede taal in de scholen van de krijgsmacht en de rijkswacht, inzonderheid op artikel 7, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 mei 1995;".

Tweede lid (dat het vierde lid wordt).

Dit lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 oktober 1979, 21 september 1988, 4 mei 1993, 12 oktober 1993, 2 december 1994, 14 december 1994, 19 mei 1995 en 25 februari 1996;".

Vierde lid (dat het zesde lid wordt).

De verwijzing naar het protocol van de onderhandelingen met de vakbonden behoort zodanig te worden aangevuld dat ook de datum en het volgnummer ervan worden vermeld.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

In de inleidende zin van het ontworpen artikel, dient het woord "gewijzigd" te worden vervangen door het woord "vervangen".

Artikel 2.

1. Door de voorgenomen wijziging van artikel 1, 5°, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, wil men de gegadigden die hetzij lid zijn van het beroepspersoneel van de rijkswachter hetzij lid of gewezen lid zijn van een andere algemene politiedienst het recht bieden om, naargelang van het geval, opleidingscycli van officier, keuronderofficier en wachtmeester te volgen, op voorwaarde dat zij de volle leeftijd van 45 jaar niet hebben bereikt.

Het is niet duidelijk om welke objectieve en dwingende redenen aan gegadigden die, op het moment dat zij vragen een welbepaalde opleidingscyclus te volgen, geen lid meer zijn van het beroepspersoneel van de rijkswacht maar vroeger die hoedanigheid hebben gehad, die mogelijkheid niet wordt geboden, terwijl gewezen personeelsleden van een andere algemene politiedienst door het ontwerp niet op dezelfde wijze worden uitgesloten.

De aldus ingestelde ongelijke behandeling lijkt niet aanvaardbaar in het licht van het in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet gehuldigde gelijkheidsbeginsel.

2. Uit de uitleg die de gemachtigde officier heeft verstrekt, blijkt dat de mogelijkheid om tot de leeftijd van 45 jaar deze of gene opleidingscyclus te volgen alleen geboden wordt aan de gegadigden die, wanneer zij hun aanvraag om toelating tot de cursus indienen, kunnen aantonen dat zij lid zijn van het beroepspersoneel van de rijkswacht, dan wel sedert een welbepaalde tijd personeelslid van een andere algemene politiedienst zijn of zulks vroeger gedurende een aantal jaren geweest zijn.

Die verduidelijking blijkt niet uit de redactie van de ontworpen bepaling.

De redactie van de ontworpen bepaling behoort te worden herzien in het licht van de twee vorige opmerkingen.

3. De inleidende zin van artikel 2 van het ontwerp dient te worden gesteld als volgt :

"Art. 2. Artikel 1, 5°, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 ..., vervangen bij ...".

Artikel 3.

1. Het ontworpen nieuwe artikel 7, tweede lid, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de

werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, strekt ertoe de toelating tot de opleidingscyclus van keuronderofficier te reserveren voor de onderofficieren die lid zijn van het beroepspersoneel.

Voor zover de ontworpen bepaling daartoe strekt, gaat zij in tegen de woorden zelf van artikel 3, eerste streepje, van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, dat gegadigden die nog geen lid zijn van het beroepspersoneel van de rijkswacht stilzwijgend maar zeker het recht verleent om toegelaten te worden tot de opleiding tot keuronderofficier (1).

De ontworpen bepaling kan bijgevolg alleen in het geheel van het dispositief van het ontworpen besluit worden behouden voor zover de tekst van datzelfde besluit wordt aangevuld met een bepaling die er specifiek toe strekt artikel 18 van de wet van 9 december 1994 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de rijkswacht en het statuut van haar personeel, in werking te stellen (2).

---

(1) Artikel 3 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht bepaalt :
"De hoedanigheid van lid van het beroepspersoneel bij de rijkswacht wordt verkregen :
- ofwel door de benoeming in de graad van wachtmeester of van opperwachtmeester;
- ofwel door de benoeming in de graad van onderluitenant.".

(2) Dat artikel bepaalt dat in artikel 3, eerste streepje, van de voormelde wet van 27 december 1973, de woorden "of van opperwachtmeester" vervallen.

Bij die gelegenheid behoort men de artikelen 17, 2° en 3°, 20, 2°, 22, 1°, 23 en 28 (1) van diezelfde wet, die met het voormelde artikel 18 en met de door het ontworpen besluit teweeggebrachte hervorming een nauw verband vertonen, op dezelfde datum in werking te stellen.

2. In de inleidende zin van artikel 3 van het ontwerp behoort het woord "gewijzigd" te worden vervangen door het woord "vervangen".

Onder voorbehoud van de voorgaande opmerkingen behoort in het ontworpen lid het lidwoord "het" te vervallen vóór de woorden "artikel 39, § 4".

Artikel 4.

1. Zoals zij wordt voorgesteld en geformuleerd, lijkt de voorgenomen wijziging van artikel 8, vierde lid, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, in te houden dat de werkelijke kennis van de taal bedoeld in de artikelen 8 en 21 van de wet 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger zowel ter gelegenheid van het kennis- en intelligentieonderzoek van de gegadigden als naar aanleiding van het onderzoek naar hun lichamelijke geschiktheid zal worden gecontroleerd.

---

(1) Op zijn minst voor zover artikel 18 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel kader van de rijkswacht door die bepaling met een paragraaf 3 wordt aangevuld.

Toen aan de gemachtigde officier daarover vragen zijn gesteld, heeft hij aangegeven dat de van de gegadigden vereiste taalkennis alleen tijdens het kennis- en intelligentieonderzoek zal worden gecontroleerd.

Bijgevolg dienen de redactie en de presentatie van de voorgenomen wijziging aldus te worden aangepast dat de aldus gepreciseerde intentie ondubbelzinnig tot uiting komt.

2. Artikel 8, vierde lid, van het voormelde koninklijk besluit van 9 april 1979 maakt, gelijk men voornemens is het aan te vullen, wat de gegadigden van de opleidingscyclus van keuronderofficier betreft, artikel 12, § 1, 1°, van hetzelfde besluit volkomen doelloos.

De tekst van laatstgenoemd artikel behoort, zoals de gemachtigde officier heeft erkend, dienovereenkomstig te worden aangepast, teneinde daaruit elke verwijzing te verwijderen naar die specifieke voorwaarde om tot de opleidingscyclus van keuronderofficier te worden toegelaten, namelijk het slagen van de gegadigde voor het examen bedoeld in artikel 8 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

Het dispositief van het ontworpen besluit dient daartoe te worden aangevuld met een nieuw artikel 5, met dat bepaalde doel.

3. In de inleidende zin van artikel 4 van het ontwerp behoort het woord "gewijzigd" te worden vervangen door het woord "vervangen".

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt).

1. De wijziging die men bij onderdeel 1° van het onderzochte artikel wil aanbrengen in artikel 13, § 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, zou beter en duidelijker tot uiting komen als ze als volgt wordt geformuleerd :

"1° paragraaf 1, derde lid, wordt vervangen als volgt :

"Die aantallen worden, met uitzondering van die betreffende de keuronderofficieren, vermeld in een in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt bericht, dat de uiterste inschrijvingsdatum vermeld.

Het aantal kandidaten dat tot de opleiding van keuronderofficier kan worden toegelaten, wordt door de rijkswachtcommandant ter kennis van het personeel gebracht"".

2. De gemachtigde officier stemt ermee in dat de woorden "bedoeld in 1° tot 5°", die voorkomen in het nieuwe vierde lid dat men bij onderdeel 2° van het onderzochte artikel voornemens is in te voegen in artikel 13, § 2, van

het voormelde koninklijk besluit van 9 april 1979, moeten worden vervangen door de woorden "bedoeld in het derde lid, 1° tot 6°".

3. De inleidende zin van artikel 5 van het ontwerp (dat artikel 6 wordt) behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 6. Artikel 13 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 4 mei 1993 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 december 1994, wordt gewijzigd als volgt :".

Artikel 6 (dat artikel 7 wordt).

Net als artikel 18 van het ontwerp strekt dit artikel ertoe wijzigingen aan te brengen in artikel 20 van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht. De wijzigingen die elk van beide artikelen in het artikel in kwestie willen aanbrengen, behoren met het oog op meer duidelijkheid en samenhang te worden samengebracht in slechts één artikel, dat de vorm van een als volgt gesteld nieuw artikel 7 zal aannemen :

"Art. 7. In artikel 20 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 4 mei 1993, worden de woorden "of van keuronderofficier" geschrapt en worden de woorden "lager onderofficier" vervangen door het woord "wachtmeester"".

Artikel 7 (dat artikel 8 wordt).

1. Artikel 21, § 2, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, zoals gewijzigd bij de onderdelen 1° en 2° van het onderzochte artikel en bij artikel 18 van het ontwerp, is een herhaling van de tweede zin van artikel 21bis van hetzelfde besluit. Deze paragraaf moet derhalve worden opgeheven.

2. Artikel 21, § 3, van het voornoemde koninklijk besluit van 9 april 1979 wordt niet alleen gewijzigd bij onderdeel 2° van het onderzochte artikel, doch ook bij artikel 16 van het ontwerp. Duidelijkheidshalve en met het oog op de samenhang moeten de wijzigingen die men in die paragraaf beoogt aan te brengen, in één enkel artikel worden samengebracht.

Gelet op de twee voorgaande opmerkingen moet het onderzochte artikel als volgt worden gesteld :

"Art. 8. Artikel 21 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 4 mei 1993, wordt gewijzigd als volgt :

1° paragraaf 2 wordt opgeheven;

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

"§ 3. De kandidaat-officier die deze hoedanigheid heeft verloren en gevraagd heeft toegelaten te worden tot een opleidingscyclus van keuronderofficier of wachtmeester, wordt vrijgesteld van het in artikel 8 bedoelde selectie-onderzoek en van de in artikel 12, § 1, gestelde bijzondere voorwaarden"".

Artikel 8 (dat artikel 9 wordt).

In de inleidende zin van het ontworpen artikel schrijve men "vervangen bij" in plaats van "gewijzigd bij".

Artikel 9 (dat artikel 10 wordt).

1. Onderdeel 4° van het onderzochte artikel moet als volgt worden gesteld :

"4° in § 3 worden de woorden "Voor elk opleidingsjaar of opleidingstrimester, naargelang van het geval" vervangen door de woorden "Voor ieder opleidingsjaar"".

2. In de inleidende zin van het ontworpen artikel schrijve men "vervangen bij" in plaats van "gewijzigd bij".

Artikelen 10 en 11
(die de artikelen 11 en 12 worden).

In de inleidende zin van deze beide artikelen schrijve men "vervangen bij" in plaats van "gewijzigd bij".

In het ontworpen artikel 32, eerste lid, schrijve men "... toestemming krijgen om een opleidingsjaar over te doen".

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 22, vijfde lid, 1° en 2°, van het ontwerp.

Artikel 12 (dat artikel 13 wordt).

In de inleidende zin van het onderzochte artikel schrijve men "vervangen bij" in plaats van "gewijzigd bij".

Ontworpen artikel 33.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat de ontworpen bepaling de bedoeling van de steller van het ontwerp beter weergeeft indien ze als volgt wordt gesteld :

"Art. 33. § 1. De opleidingscyclus van wachtmeester is een hogere opleiding met een duur van ten minste één jaar en omvat :

1° opleidingsondercycli, die onder meer moeten bestaan uit een ondercyclus inzake geweldbeheersing en een ondercyclus betreffende de fysieke en mentale training;

2° stages in door de commandant van de rijkswacht aangewezen eenheden.

De kandidaten volgen de opleidingscyclus in de taal waarin zij de wervingsexamens hebben afgelegd.

§ 2. De opleidingscyclus omvat de volgende opleidingsactiviteiten :

1° uitoefening van de bestuurlijke politie;

2° uitoefening van de gerechtelijke politie;

3° de dienst en de taken van de rijkswacht;

4° fysieke en mentale training;

5° geweldbeheersing;

6° een algemene hogere opleiding.

Bovendien worden cursussen gegeven met het oog op het verkrijgen van het rijbewijs van ten minste categorie B.

§ 3. De opleidingsondercycli waaruit de opleidingscyclus bestaat, volgen elkaar chronologisch op, uitgezonderd de opleidingsondercyclus inzake geweldbeheersing en de

opleidingsondercyclus betreffende de fysieke en mentale training, die zich over de gehele duur van de opleidingscyclus beslaan".

Ontworpen artikel 34.

1. De woorden "Onverminderd de in artikel 50 bedoelde beoordeling van de onontbeerlijke morele hoedanigheden", welke voorkomen aan het begin van paragraaf 1, eerste lid, van de ontworpen bepaling, moeten worden vervangen door de woorden "Benevens de beoordeling van de onontbeerlijke morele hoedanigheden die zij krachtens artikel 50, § 1, 3°, ondergaan". In datzelfde eerste lid schrijve men bovendien : "... aan het einde ... beoordeeld naar hun persoonlijke kwaliteiten, hun studie, hun bekwaamheden tot geweldbeheersing en naar de fysieke en mentale training". Zo ook vervange men in het gehele ontwerp de woorden "studies" en "geweldsbeheersing" respectievelijk door de woorden "studie" en "geweldbeheersing".

Uit de door de gemachtigde officier verstrekte toelichtingen blijkt voorts dat de persoonlijkheid en de beroepsbekwaamheden van de kandidaten samen beoordeeld worden en dat daarvoor één enkel waardecijfer gegeven wordt. Het tweede lid van dezelfde paragraaf zou bijgevolg de bedoeling van de steller van het ontwerp preciezer weergeven indien het als volgt wordt gesteld :

"De cijfers voor de persoonlijke kwaliteiten zijn de som van de cijfers die respectievelijk worden toegekend

voor de persoonlijkheid, de beroepsbekwaamheden, de prestaties en de mogelijkheid tot vooruitgang van de kandidaten".

In de Franse versie van dezelfde paragraaf, derde lid, vervange men het woord "sur" door het woord "de".

In het vierde lid van dezelfde paragraaf schrijve men "aan het einde" in plaats van "op het einde". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

2. De bepaling die voorkomt in paragraaf 2, eerste lid, 2°, van het ontworpen artikel schrijft voor dat het aan de Minister van Binnenlandse Zaken toekomt om de verschillende opleidingsondercycli vast te stellen waaruit de opleidingscyclus bestaat. Gelet op de strekking van deze bepaling, zou het beter zijn ze op te nemen in paragraaf 1 van het ontworpen artikel 35. Uit de toelichtingen verstrekt door de gemachtigde officier blijkt voorts dat de kandidaten voor de opleidingscyclus van wachtmeester tijdens hun opleiding meer dan één examen zullen moeten afleggen aan de hand waarvan het niveau van hun kennis wordt beoordeeld.

Gelet op deze opmerkingen wordt de volgende tekst voorgesteld :

"2° de examens over de studie;".

Bovendien moet de verwijzing naar artikel 33, § 2, 6°, welke voorkomt aan het eind van het tweede lid van diezelfde paragraaf, worden aangepast in het licht van het

tekstvoorstel dat wordt gemaakt voor de redactie van het ontworpen artikel 33. De woorden "in artikel 33, § 2, 6°" moeten te dien einde vervangen worden door de woorden "in artikel 33, § 2, tweede lid". Het betrokken lid moet voorts worden aangevuld, zodat de identiteit en de hoedanigheid blijkt van de personen die ermee belast worden de in datzelfde lid bedoelde examens af te nemen, alsook het aantal punten dat vereist is om voor de desbetreffende examens geslaagd te zijn.

Voorts moeten de woorden "Die examens", welke voorkomen aan het begin van het derde lid van dezelfde paragraaf, gelet op de toelichtingen verstrekt door de gemachtigde officier vervangen worden door de woorden "De examens bedoeld in het eerste lid, 2°, 3° en 4°,". Meer in het algemeen moet de redactie van het ontworpen lid worden herzien, zodat het precieze aantal personen belast met het afnemen van de betrokken examens wordt bepaald, alsook de hoedanigheid die elk van hen moet hebben.

Tevens moeten aan het begin van het vierde lid van dezelfde paragraaf de woorden "bedoeld in 2°" vervangen worden door de woorden "bedoeld in het eerste lid, 2°".

Ten slotte moet de redactie van de ontworpen bepaling worden aangevuld, zodat nauwkeurig de identiteit en de hoedanigheid worden vastgesteld van de personen die ermee belast worden het cijfer voor de persoonlijke kwaliteiten toe te kennen.

3. Paragraaf 3, tweede lid, van de ontworpen bepaling schrijft uitdrukkelijk voor dat het eindexamen inzake de studie afgelegd wordt vóór een examencommissie, doch bepaalt niet welke personen belast worden met het afnemen van de eindexamens betreffende de geweldbeheersing en de fysieke en mentale training, noch wie het eindcijfer betreffende de persoonlijke kwaliteiten toekent. De redactie van dit lid moet worden aangevuld, zodat deze twee lacunes worden verholpen.

4. De woorden "vloeit voort", welke voorkomen in paragraaf 4, derde lid, van de ontworpen bepaling, moeten worden vervangen door de woorden "vloeien voort".

Teneinde iedere verwarring te voorkomen, zou het bovendien beter zijn de woorden "Deze globale cijfers", welke voorkomen aan het begin van het vierde lid van dezelfde paragraaf, te vervangen door de woorden "De totale cijfers bedoeld in het tweede en het derde lid". Zo ook vervange men in het eerste en het tweede lid de woorden "een globaal cijfer" en "Het globale cijfer" respectievelijk door de woorden "een totaal cijfer" en "Het totale cijfer".

5. Naar luid van paragraaf 5 van de ontworpen bepaling is het de commandant van de rijkswacht die beslist over het al dan niet geslaagd zijn van de kandidaten, "op basis van de door hen behaalde cijfers en, in voorkomend geval, van het verslag van de examencommissie". Het is niet duidelijk waarom de commandant van de rijkswacht of diens

gemachtigde de exclusieve bevoegdheid zou hebben om te "beslissen" over het al dan niet geslaagd zijn. De ontworpen paragraaf moet in dat opzicht grondig worden herzien.

Indien de steller van het ontwerp daarbij van mening is dat de commandant van de rijkswacht of diens gemachtigde een totale beoordeling moet uitbrengen, moet de tekst voorzien in een regeling waarbij op collegiale wijze beslist wordt en waarbij de commandant van de rijkswacht of diens gemachtigde samen beslissen met de examinatoren en de leden van de examencommissie.

Bovendien zijn de woorden "Op de door de Minister van Binnenlandse Zaken bepaalde tijdstippen", welke voorkomen aan het begin van de onderzochte paragraaf, een herhaling van het bepaalde in het ontworpen artikel 35, § 1, 1°, zodat ze moeten vervallen.

Ontworpen artikel 35.

1. Aangenomen kan worden dat aan de minister en aan de commandant van de rijkswacht delegaties worden toegekend, doch die delegaties moeten nauwkeurig omschreven en beperkt zijn.

Aldus kan niet worden aanvaard dat aan de minister de bevoegdheid wordt overgedragen om de "belangrijkheidscoëfficiënten van de beoordelingsluiken van de persoonlijke kwaliteiten", "de belangrijkheidscoëfficiënten

van de globale cijfers" en de inhoud van de opleidings-ondercycli te bepalen.

Er kan evenmin worden bepaald dat de commandant van de rijkswacht de relatieve belangrijkheid van de opleidings-ondercycli en van de examens vaststelt.

Zulke bepalingen moeten voorkomen in het ontworpen koninklijk besluit zelf.

De tekst van de paragrafen 1 en 2 van het ontworpen artikel moet dienovereenkomstig worden herzien.

2. In de Franse tekst moet aan het eind van paragraaf 3, eerste lid, van de ontworpen bepaling het woord "épreuves" vervangen worden door het woord "examens".

In het vierde lid van dezelfde paragraaf vervange men de streepjes door 1°, 2°, 3° en 4°.

Bovendien schrijve men "licentiaat-tolk" en "licentiaat-vertaler" telkens met een koppelteken en moet het lidwoord "het" vóór de woorden "niveau 1" vervallen.

Ontworpen artikel 36.

Het bepalen van de regels toepasselijk indien de kandidaat is afgewezen, inzonderheid van de gevallen waarin de commandant van de rijkswacht een bepaalde kandidaat toestemming kan verlenen zijn opleiding voort te zetten, welke wezenlijke en beslissende gegevens zijn in het kader

van de aanstelling, in vast verband, van de kandidaat als lid van het beroepspersoneel van de rijkswacht, behoort tot de prerogatieven van de Koning en kan niet aan de Minister van Binnenlandse Zaken worden gedelegeerd.

Overeenkomstig de regel die de artikelen 8quater, § 4, en 32, derde lid, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht voorschrijven voor de kandidaat-officieren en de kandidaat-keuronderofficieren, kan de Minister van Binnenlandse Zaken ten aanzien van een afgewezen kandidaat-wachtmeester geen andere bevoegdheid worden verleend dan de bevoegdheid om de procedureregels vast te stellen voor het verlenen, aan de betrokkenen, van de toestemming om hun opleiding voort te zetten.

De redactie van het ontworpen artikel moet bijgevolg worden herzien, zodat het alle regels bevat die toepasselijk zijn indien de kandidaten voor de graad van wachtmeester worden afgewezen; die regels kunnen de Minister van Binnenlandse Zaken geen andere machtiging toekennen dan die om de procedure vast te stellen die de betrokkenen moeten volgen teneinde toestemming te krijgen om hun opleiding voort te zetten.

Artikelen 13 en 14
(die de artikelen 14 en 15 worden).

In de inleidende zin van deze artikelen schrijve men "vervangen bij" in plaats van "gewijzigd bij".

Artikel 15 (dat artikel 16 wordt).

1. Artikel 10, 1°, van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht machtigt de Koning weliswaar uitdrukkelijk om de leeftijdsvoorwaarden vast te stellen waaraan de gegadigden moeten voldoen om respectievelijk te worden benoemd tot wachtmeester en tot opperwachtmeester, maar artikel 7, 1°, van diezelfde wet bevat daarentegen geen enkele soortgelijke machtiging wat betreft de benoeming van de gegadigden tot onderluitenant.

Bij ontstentenis van enige andere wetsbepaling die hem zulke bevoegdheid zou opdragen, kan de Koning bijgevolg paragraaf 1 van artikel 47 van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht niet wijzigen.

2. Elke gegadigde voor de opleidingscyclus van wachtmeester zou, krachtens artikel 1, 5°, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, zoals het wordt gewijzigd bij artikel 2 van het ontworpen besluit, tot de volle leeftijd van 35 jaar toegelaten worden tot die opleidingscyclus.

In de ontworpen nieuwe paragraaf 1 van artikel 33 van hetzelfde besluit, zoals hij wordt gewijzigd bij artikel 12 van het ontworpen besluit, wordt vermeld dat de

opleidingscyclus van wachtmeester zou lopen over een periode van ten minste één jaar.

Die twee verordeningsbepalingen, in onderling verband gelezen met de ontworpen nieuwe paragraaf 2 van artikel 47 van het voormelde koninklijk besluit van 9 april 1979, hebben tot gevolg dat een gegadigde voor de opleidingscyclus van wachtmeester die met zijn opleiding is begonnen de dag nadat hij 34 is geworden, in geen geval zal kunnen worden benoemd tot wachtmeester aangezien hij, na de normale termijn (1) van de opleidingscyclus die hij zal hebben gevolgd, noodzakelijkerwijze de uiterste datum voor benoemingen tot die graad zal hebben overschreden.

Daar bestaat een gebrek aan samenhang dat moet worden weggewerkt. De redactie van de ontworpen bepaling moet worden herzien zodat het in toepassing brengen ervan in het beschouwde geval geen enkele onverenigbaarheid teweegbrengt met het in praktijk brengen van de artikelen 1, 5°, en 33, § 1, van het voormelde koninklijk besluit van 9 april 1979, zoals zij gewijzigd worden bij de artikelen 2 en 12 van het ontworpen besluit.

Bovendien is de gemachtigde officier het ermee eens dat de verwijzing naar de artikelen 1, 5°, en 21 van het voormelde koninklijk besluit van 9 april 1979, die vervat is in het slot van paragraaf 2 van het ontworpen artikel 47,

---

(1) Dit wil zeggen zonder dat hier zelfs maar rekening wordt gehouden met een eventuele afwijzing van de gegadigde en een verlenging van de opleiding die de betrokkene zou mogen voortzetten.

beperkt moet worden tot de artikelen 1, 5°, tweede zin, en 21, § 1, van hetzelfde besluit.

Ten slotte wordt erop gewezen dat indien, zoals naar aanleiding van het onderzoek van artikel 3 van het ontwerp is voorgesteld, het dispositief van het ontworpen besluit wordt aangevuld met en bepaling om artikel 22, 1°, van de wet van 9 december 1994 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de rijkswacht en het statuut van haar personeel (1) in werking te stellen, de Koning daardoor de Hem bij artikel 10, 1°, van de voormelde wet van 27 december 1973 (2) uitdrukkelijk opgedragen bevoegdheid zou verliezen om de leeftijdsvoorwaarden vast te stellen waaraan de gegadigden voor benoeming tot opperwachtmeester moeten voldoen. De wijziging die de steller van het ontwerp wenst aan te brengen in de huidige paragraaf 2 van artikel 47 van het voormelde koninklijk besluit van 9 april 1979 zou daardoor meteen geen rechtsgrond meer hebben in zoverre zij betrekking heeft op de benoeming tot opperwachtmeester. Bijgevolg behoort er zeer in het bijzonder op te worden toegezien dat artikel 22, 1°, van de voormelde wet van 9 december 1994 in werking wordt gesteld op een latere datum

---

(1) Luidens deze bepaling worden de woorden "en van opperwachtmeester van" in de inleidende zin van artikel 10 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht geschrapt.

(2) Deze bepaling stelt het volgende : "Om in de graad van wachtmeester en van opperwachtmeester benoemd te worden, moet de kandidaat : 1° voldoen aan de leeftijdsvereisten die door de Koning worden bepaald (...).

dan die welke is vastgesteld voor de inwerkingtreding van het onderzochte artikel.

Artikel 16.

1. De verwijzing naar artikel 21, § 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht moet vervallen. In dat opzicht wordt verwezen naar de tweede opmerking die in verband met deze bepaling is gemaakt onder artikel 7 van het ontwerp.

2. Artikel 7 van het voormelde koninklijk besluit van 9 april 1979 waarnaar wordt verwezen, wordt niet alleen gewijzigd door de ontworpen bepaling, maar tevens door artikel 3 van het ontwerp. Ter wille van de duidelijkheid en de samenhang dienen de gezamenlijke wijzigingen die zouden worden aangebracht in artikel 7 van het voormelde koninklijk besluit van 9 april 1979 samengebracht te worden in één en hetzelfde wijzigingsartikel dat ideaal gezien artikel 3 van het ontwerp wordt.

Artikel 16 van het ontwerp moet, gelet op de voorgaande tweevoudige opmerking, vervallen.

Artikel 17.

Ter wille van de duidelijkheid en de samenhang dienen de wijziging die de ontworpen bepaling beoogt aan te brengen in het tweede en vijfde lid van artikel 8 van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht en die welke artikel 4 van het ontwerp beoogt aan te brengen in het vierde lid van artikel 8 van hetzelfde besluit, te worden samengebracht.

Artikel 17 van het ontwerp dient bijgevolg te vervallen.

Artikel 18 (dat artikel 17 wordt).

De verwijzing naar artikel 21, § 2, eerste zin, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, moet vervallen. In dat opzicht wordt verwezen naar de eerste opmerking die is gemaakt in verband met deze bepaling onder artikel 7 van het ontwerp.

De verwijzing naar artikel 21, § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit is onjuist en de gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat zij moet vervallen.

De verwijzing naar de artikelen 37 en 39 van hetzelfde besluit zou beter vervangen worden door de verwij-

zing naar de artikelen 37, § 1, en 39, §§ 1, 2 en 3, van datzelfde besluit.

Artikel 19 (dat artikel 18 wordt).

In de inleidende zin van het ontworpen artikel dient het woord "gewijzigd" vervangen te worden door het woord "ingevoegd".

Artikel 20 (dat artikel 19 wordt).

De verwijzing naar de artikelen 27, laatste lid, en 30, § 1, laatste lid, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht zou beter vervangen worden door de verwijzing naar de artikelen 27, vijfde lid, en 30, § 1, vierde lid, van datzelfde besluit.

Artikel 28bis, § 3, van hetzelfde besluit is opgeheven bij een koninklijk besluit van 25 februari 1996. De verwijzing ernaar is bijgevolg doelloos en moet vervallen.

Artikel 21 (dat artikel 20 wordt).

De inleidende zin van dit artikel dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 21. In de artikelen 27, eerste en tweede lid, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 mei 1995, 28bis, § 1, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 mei 1995, 28ter, § 1, eerste lid en tweede lid, 3°, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 mei 1995, 30, § 1, eerste en tweede lid, en 31, § 1, 4° en 5°, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 oktober 1993, van hetzelfde besluit, worden de woorden ...".

Hoofdstuk III.

Het opschrift van dit hoofdstuk moet als volgt luiden :

"Hoofdstuk III. Overgangs- en slotbepalingen".

Artikel 22
(dat de artikelen 21 en 22 wordt).

1. Het eerste lid en het tweede tot het zesde lid van de ontworpen bepaling hebben twee goed onderscheiden doeleinden. Terwijl het eerste alleen tot doel heeft de datum van inwerkingtreding vast te stellen van het ontworpen besluit, strekken de vijf overige ertoe de rechtsregeling te bepalen die respectievelijk van toepassing is op de gegadigden die een opleidingscyclus van officier, keuronderofficier en onderofficier hebben aangevat op een datum vóór de inwerkingtreding van het ontworpen besluit.

Het eerste lid moet bijgevolg, gelet op de strekking ervan, uit de onderzochte bepaling worden gehaald en de vorm aannemen van een autonoom artikel dat artikel 22 van het ontwerp moet worden, waarbij de vijf overige leden een nieuw artikel 21 van het ontwerp zullen vormen.

De redactie van het vierde lid, dat het derde lid van artikel 21 van het ontwerp moet worden, moet dienovereenkomstig worden aangepast. De woorden "Onder voorbehoud van het vijfde en zesde lid" behoren daartoe vervangen te worden door de woorden "Onder voorbehoud van het vierde en vijfde lid".

2. De woorden "op 1 september 1996 in werking treden", in het eerste lid van de ontworpen bepaling (dat artikel 22 van het ontwerp moet worden), dienen vervangen te worden door de woorden "in werking treden met ingang van 1 september 1996".

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de woorden "tussen 20 september 1996 en 31 december 1996" in het vijfde lid, dat het vierde lid van artikel 21 van het ontwerp moet worden, vervangen moeten worden door de verwijzing naar de juiste datum waarop de betrokken leerlingen toegelaten zijn tot de opleidingscyclus van onderofficier met toepassing van artikel 21quater, eerste lid, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht.

De woorden "bedoeld in artikel 37" in het zesde lid, moeten, van hun kant, vervangen worden door de woorden

"bedoeld in artikel 37 van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht";

3. In voorkomend geval dient het dispositief van het ontworpen besluit te worden aangevuld met een extra artikel dat als specifiek doel heeft de artikelen 17, 2° en 3°, 20, 2°, 22, 1°, 23 en 28 van de wet van 9 december 1994 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de rijkswacht en het statuut van haar personeel in werking te stellen.

In dat opzicht wordt verwezen naar de eerste opmerking die is gemaakt onder artikel 3 van het ontwerp, alsmede naar het laatste punt van de tweede opmerking die is gemaakt onder artikel 15 van het ontwerp.

Onder voorbehoud van de voorgaande opmerkingen schrijve men in het zesde lid "... die met toepassing van ... niet in staat zijn hun opleiding te voltooien ... kunnen van de commandant van de rijkswacht toestemming krijgen om ...".

La chambre était composée de

Messieurs C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren kamervoorzitter,

C. WETTINCK, conseillers d'Etat,
P. LIENARDY, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST, greffier,
Mevrouw griffier.

Le rapport a été présenté par M. M. PAUL, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme P. VANDERNACHT, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. PAUL, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. P. VANDERNACHT, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.